



**A l'appel des organisations syndicales
CGT, FO, Solidaires, FSU, UNEF**

MARDI 27 JUIN

**JOUR D'INSTALLATION DES NOUVEAUX
DÉPUTÉS !**

**Rassemblement à partir de 12 heures
Esplanade des Invalides
à proximité de l'Assemblée nationale.**

ENSEMBLE, MOBILISONS-NOUS !

Après son élection à la présidence de la République, Emmanuel Macron détient une majorité absolue à l'Assemblée Nationale. Néanmoins, les électrices et les électeurs n'ont pas voulu lui accorder les pleins pouvoirs puisque 58 % d'entre eux se sont abstenus – un record sous la cinquième République – lors du second tour des élections législatives.

Se mobiliser pour une Fonction publique porteuse de progrès social

Le programme d'Emmanuel Macron, c'est une attaque en règle contre les services publics, la Fonction publique et ses personnels. En procédant à la création d'un ministère de l'action et des comptes publics, il a confirmé sa volonté d'effacer la Fonction publique et de la soumettre toujours plus aux politiques d'austérité.

Il entend baisser de 60 milliards d'euros la dépense publique sous son quinquennat.

Ce sont 120 000 suppressions de postes de fonctionnaires dont 70 000 au titre de la fonction publique territoriale et 50 000 au titre de la fonction publique de l'Etat.

C'est un « rendez-vous salarial » annoncé par le ministre, Gérard Darmanin, en 2017, tout en disant qu'il n'y aura pas d'augmentation des salaires.

C'est le développement de la rémunération au mérite alors que nos syndicats ne cessent d'exiger l'abrogation du RIFSEEP.

C'est la volonté de décorrélérer la valeur du point d'indice des trois versants de la fonction publique et de mettre fin à sa hausse uniforme.

En tant que candidat, il avait jugé « inapproprié » le statut général des fonctionnaires.

De premières attaques sont déjà portées à l'encontre des personnels de la Fonction publique à l'image de l'annonce gouvernementale de rétablissement du jour de carence et un gel supplémentaire de 6,5 millions d'euros des crédits dédiés au financement des politiques d'action sociale interministérielles de la fonction publique de l'Etat s'ajoutant à des crédits déjà amputés en 2016.

Se mobiliser pour reconquérir et développer la protection sociale

Loin de ne porter que sur la seule question du droit du travail, le programme d'Emmanuel Macron c'est aussi des attaques en règle contre nos systèmes de sécurité et de protection sociales avec notamment le transfert des cotisations sociales vers la contribution sociale généralisée, la casse de l'assurance chômage ou encore l'instauration d'un régime de retraite unique par point et la liquidation à terme du code des pensions civiles et militaires.

Se mobiliser pour un Code du travail plus protecteur des salarié-e-s

Il ne peut y avoir adoption d'une nouvelle loi réformant le Code du Travail sur ordonnance pour aller plus loin dans la dérèglementation du droit du travail, l'inversion de la hiérarchie des normes, la facilitation des licenciements et le plafonnement des indemnités versées, le référendum d'entreprise à la seule initiative des employeurs ou encore la fusion des instances représentatives des personnels.

Dans un tel contexte, il y a besoin d'engager la mobilisation pour imposer d'autres choix et construire une Fonction Publique porteuse de progrès social !